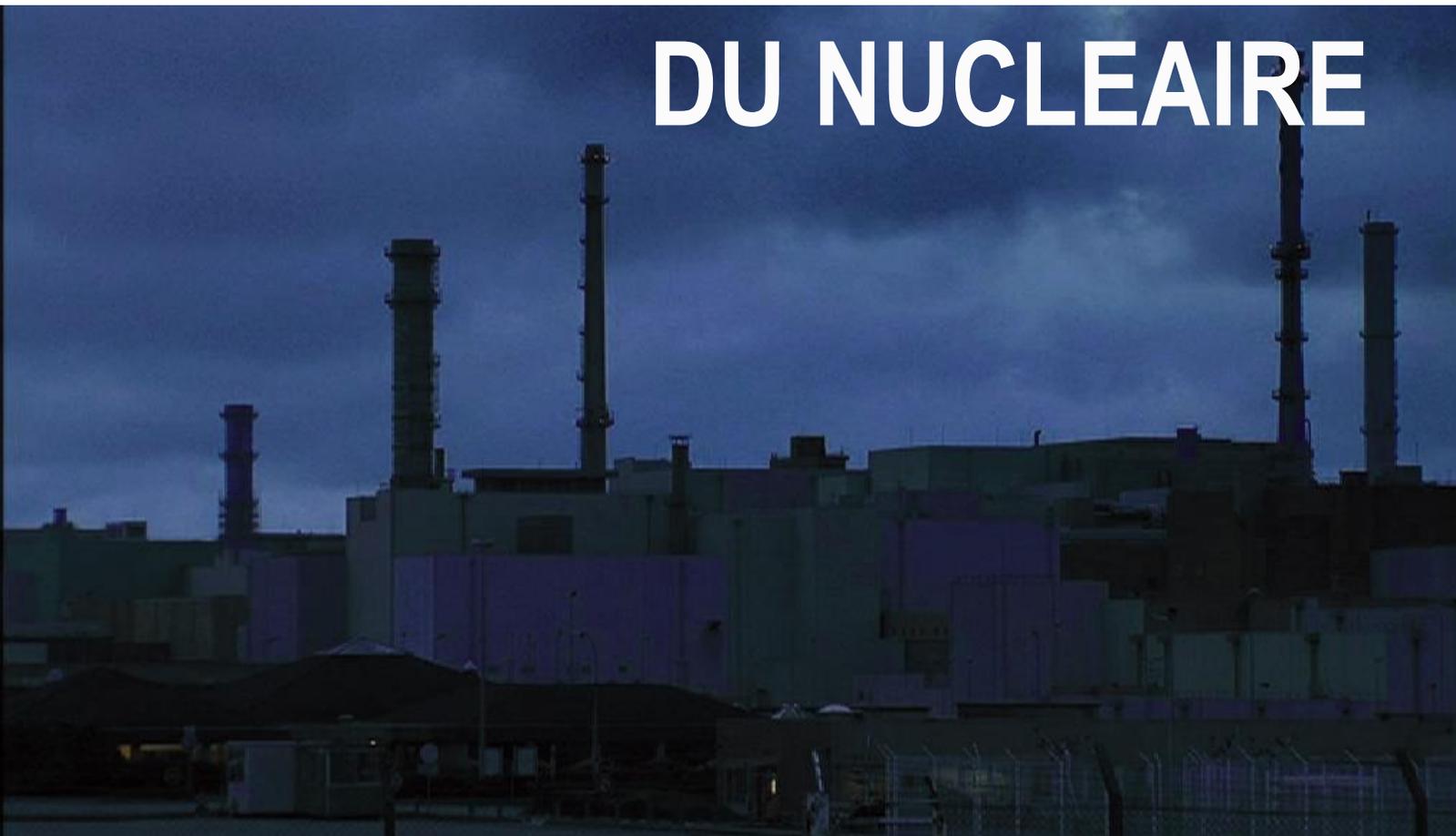


AU PAYS DU NUCLEAIRE



**un film documentaire de
Esther Hoffenberg**

une production the factory, Lapsus

avec

la participation de France Télévisions
Pôle France 2

le soutien à la production de
la Région Basse-Normandie
en collaboration avec
la Maison de l'image Basse-Normandie

la participation du CNC

le soutien de la PROCIREP et de l'ANGO A



RESUME

France, Normandie : la région la plus nucléarisée de la planète. Avec humour et sérieux, Esther Hoffenberg voyage dans les méandres d'un secret bien gardé : le nucléaire et le retraitement de ses déchets. En interrogeant à la fois les habitants et les représentants politiques, associatifs et industriels, la réalisatrice dévoile les nombreux aspects d'une réalité angoissante, aussi invisible qu'irréversible. Que signifie vivre avec le nucléaire ? Nous voici au coeur d'une des préoccupations écologiques et politiques majeures de ce millénaire, en France comme ailleurs.

NOTE D'INTENTION

C'est en amoureux que j'ai découvert La Hague et ses paysages d'une beauté exaltante, et en passant, l'incontournable site industriel d'Areva, entouré d'épais grillages, sans rien savoir de son activité.

L'annonce de la décision contestée de Jacques Chirac, prise entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007, de construire un réacteur EPR à Flamanville, m'a fait mesurer mon ignorance sur l'industrie nucléaire. Renseignements pris, j'avais sillonné la région la plus nucléarisée de la planète, sans le savoir. Comment était-ce possible ?

J'ai eu envie de retourner sur place, de comprendre ce qu'est le nucléaire, comment on vit avec les risques, en commençant au niveau le plus basique qui soit. Rester à l'échelle d'un petit territoire permet de faire un état des lieux à taille humaine.

Et puis au niveau formel, j'ai cherché à incarner le questionnement, dans le paysage, en extérieur au maximum, pour faire entrer le spectateur dans un espace, dans un voyage sensible autant que dans une problématique.

La rencontre avec les associations a été essentielle, car elles sont les seules à poser les questions de fond. Même si elles relativisent la transparence promise par la loi, elles la prennent au sérieux. L'ACRO (L'Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest) et Greenpeace exercent une vigilance permanente, et avec les antinucléaires radicaux, apportent un contre-pouvoir indispensable, unanimement reconnu dans la région depuis Tchernobyl, même pas les plus farouches partisans du nucléaire.

J'ai voulu porter ce film de l'intérieur, en complétant les rencontres décisives avec des experts associatifs par des contacts avec la population, avec des employés de l'industrie, des médecins, des artistes, au cours de mes nombreux voyages à La Hague. J'ai parfois ressenti la peur de mes interlocuteurs, qui relativisait la mienne. Il fallait nous rencontrer à l'abri des regards, comme si nous étions des conspirateurs. La parole est théoriquement libre, en pratique, elle est difficile, chacun craint des ennuis à son travail, dans ses relations. Il fallait que je m'imprègne de leur expérience et que je fasse mes propres observations.

Le clivage « pour » ou « contre » m'a vite paru dépassé, réducteur, puisqu'en France, nous sommes tous ensemble dans le « fait nucléaire ». En revanche, on peut agir sur les choix énergétiques de demain, dont il est urgent de mesurer l'impact futur, et il faut se préoccuper de la gestion des déchets.

Je me suis interrogée sur la responsabilité de ma génération. En effet, le nucléaire a un impact irréversible qui se traduit en coûts énormes pour démanteler les vieilles centrales et gérer des déchets très dangereux pendant des milliers d'années. De fait, nous reportons une grande partie de nos responsabilités sur les générations futures. L'héritage sans précédent que l'industrie fabrique depuis 40 ans me pose problème, et il mérite un grand débat national. Au sujet des conséquences du nucléaire, comme sur tout autre sujet, je crois urgent d'affirmer le droit absolu de poser des questions.

ENTRETIEN

avec Esther Hoffenberg

Pourquoi avoir choisi cette région pour faire un film sur le nucléaire ?

Lors de mes premiers voyages à la Hague, j'ai remarqué que les usines nucléaires, visibles de partout, n'apparaissent sur aucun site touristique, elles sont comme effacées des cartes postales. De même, le mot « nucléaire » est absent des panneaux indicateurs, des cartes IGN, des noms des usines elles-mêmes. J'ai en outre ressenti des réticences, j'avais l'impression de déranger en posant seulement des questions. Tout cela a suscité ma curiosité. Curiosité renforcée à la lecture du livre de Françoise Zonabend, « La presqu'île au nucléaire », qui analyse parfaitement le déni du danger et le tabou que représente le nucléaire.

Après avoir étudié les enjeux du nucléaire en France, j'ai décidé de tourner exclusivement à la Hague, car cette région est la seule à rassembler dans un périmètre de 40km toutes les spécialités de l'industrie nucléaire, y compris les plus controversées : le retraitement des déchets et leur stockage. En restant à l'échelon local, au niveau des acteurs qui participent aux instances démocratiques, on peut faire un état des lieux à taille humaine.

Et puis au niveau formel, j'ai cherché à incarner le questionnement, à travailler au plus près des gens, dans le paysage, le plus possible en extérieur, pour faire entrer le spectateur dans un espace, dans un voyage autant que dans une problématique.

Ce tournage a-t-il été compliqué ? Sous contrôle ?

Pour des raisons que j'ai du mal à m'expliquer, j'ai eu peur durant tout le tournage. Tout le monde vous dit qu'« ici, le nucléaire ne fait plus débat », mais on vous demande sans cesse, « et vous, êtes-vous pour ou contre ? », ou encore « vous n'allez pas faire un film à charge ? ». En fait, on comprend assez vite que toute personne qui ne fait pas l'éloge de l'industrie est considérée comme un opposant. C'est très intimidant. Surtout que l'industrie nucléaire s'appuie sur des services de communication omniprésents, sans complexe et très efficaces. Il est très difficile de dépasser leur langage formaté et leurs belles brochures en papier glacé. Et donc, la communication du nucléaire est en soit un thème important de mon film. Elle veille sur les esprits de manière autoritaire et efficace.

J'ai assisté à bien des réunions publiques, à toutes les commissions (CLIS*) pour me familiariser avec tous les acteurs. J'ai observé comment fonctionne la « transparence », inscrite dans la loi. En affirmant mon désir de me faire une opinion personnelle, j'ai pu surmonter ma peur et filmer aussi librement que possible. Au final, personne ne m'a demandé le moindre droit de regard.

Tous les maires que j'ai contactés ont accepté, avec prudence, mais avec générosité. Leur rôle est très important, car ils sont l'interface entre l'industrie, les officiels, et les citoyens, et ils savent qu'en cas d'accident, c'est vers eux que la population se tournera.

C'est difficile pour eux. Ils sont à la fois impuissants et responsables.

Dans le film, ce sont des collégiens qui posent une grande partie des questions sur le nucléaire, notamment sur les risques, pourquoi ?

Dans tous mes films, poser des questions est fondamental, davantage que d'y répondre. Il fallait que la justesse de leurs questions traverse le film, que la liberté de ton de leur dialogue avec David Boilley, physicien nucléaire et président de l'ACRO, contraste avec le langage formaté de la communication, et il m'a paru important que ces questions soient portées par une génération directement concernée par l'avenir de la planète. On ressent l'inquiétude dans leurs regards.

Pourquoi avoir choisi un collège à Caen ?

J'ai cherché en vain des professeurs de SVT faisant un travail sur le nucléaire à proximité des sites nucléaires. A Caen, où se situent à la fois le laboratoire de l'ACRO et le collège Villey Desmeserets, on est à la bonne distance. Assez proche des sites pour être concerné par le nucléaire, assez loin pour en parler plus librement. La professeure de SVT, Claudie Saffon, et les élèves volontaires de son atelier sur les énergies ont participé avec enthousiasme au tournage. J'ai pu les filmer en classe et en excursion à la Baie d'Ecalgrain, lors d'une séance de prélèvements organisée par l'antenne locale de l'ACRO.

Ce parti-pris cinématographique, de filmer la jeune génération sur le terrain, est un choix qui s'est imposé dès le début du tournage.

Pourquoi le nucléaire n'a-t-il plus d'opposants dans la Manche ?

L'industrie nucléaire est établie depuis tellement longtemps qu'il est très difficile d'être critique. Presque tout le monde est en relation directe ou indirecte avec elle. Sa manne financière irrigue tous les domaines de la vie publique : associative, culturelle, sportive, et va de pair avec une acceptation tacite du nucléaire dans son ensemble.

Les touristes sont la deuxième source de revenus, et il ne faut surtout pas les effrayer en parlant des risques, des pollutions, et préserver la bonne image de la Région.

Au fil des années, les opposants ont été marginalisés, le pragmatisme l'a emporté.

Mais il ne s'agit pas d'accabler qui que ce soit. Le nucléaire n'a pas plus d'opposants dans la Manche que dans le reste du pays. De ce point de vue, le nucléaire est tranquille, il a gagné. Mais c'est justement parce que les luttes se sont éteintes qu'il est intéressant d'y aller voir de plus près. Pourquoi laisse-t-on cette industrie si tranquille ? Et si elle n'a rien à cacher, pourquoi s'entoure-t-elle d'un tel rideau d'argent et de communication ?

Quel rôle jouent les associations ?

Les associations, même antinucléaires, jouent un rôle fondamental, reconnu par la population et les élus, surtout depuis Tchernobyl. Greenpeace est très présent, pas seulement parce que Yannick Rousselet, le chargé de campagne énergie, est originaire de la région, et que Greenpeace a pignon sur rue à Cherbourg. Les gens de la région, même ceux qui travaillent dans le nucléaire, sont soulagés, un peu lâchement parfois d'ailleurs, qu'on pose des questions à leur place.

Comment avez-vous approché les industriels?

C'est au cours des réunions publiques que j'ai eu l'occasion de nouer des contacts, très courtois. L'industrie est très soucieuse de son image et à partir du moment où on a su que France 2 avait accepté le film, j'ai été bien accueillie. Mais poser des questions à des spécialistes industriels et experts en communication est un vrai défi. Comment échapper à la langue de bois ? J'ai mis des mois avant d'aller les interroger. Au montage, j'ai placé les propos des industriels dans le contexte global de la communication de l'industrie.

Comment vous êtes-vous forgé un point de vue personnel ?

J'ai voulu porter ce film de l'intérieur. J'ai donc complété les rencontres, décisives et passionnantes avec des experts, par des rencontres avec beaucoup d'autres personnes, des artistes, des employés de l'industrie, des médecins, des syndicalistes, au cours de mes nombreux voyages à la Hague. Ces rendez-vous m'ont révélé la peur de mes interlocuteurs, bien plus évidente que la mienne. Il fallait les rencontrer à l'abri des regards, au fond d'un café, comme si nous étions des conspirateurs. Ils me faisaient part de leurs inquiétudes, après nos rencontres. La parole est théoriquement libre, en pratique, elle est très difficile. Il fallait que je ressente tout cela, que je fasse mes propres observations.

C'est assez tragique que la vie sociale ne soit possible qu'au prix du tabou, d'une forme de renoncement à la liberté de parole.

Et puis, j'ai dévoré les livres, les publications des sociologues de l'Université de Caen, et suivi toutes les informations concernant l'industrie nucléaire, les débats sur l'énergie, dans la presse, de manière obsessionnelle et quotidienne (Le Monde, Ouest-France, Le Figaro, Libération et Les Echos). Toutes les informations sont disponibles, mais c'est comme si on ne les voyait pas.

La présence des coupures de presse et de ma voix dans le film témoigne de cet engagement personnel. Je suis toujours restée proche des associations, qui sont les seules à poser les questions. C'est ce questionnement qui me rapproche d'eux, cette indépendance d'esprit que j'ai en commun.

Comment fonctionne le tabou, concrètement ?

Quand l'ensemble des autorités, politiques et industrielles, produit le même discours consensuel et rassurant, cela produit une grande difficulté à exprimer le doute. On ne parle des risques qu'en termes de mesures pour les éviter.

On dit qu'on les maîtrise, mais on ne parle pas des risques eux-mêmes.

On ne les nomme pas, on ne les explique pas.

Y a-t-il risque d'accident ?

Quels sont les risques précisément posés par chaque site ?

Quelles en seraient les conséquences à court terme, à long terme ?

Ces questions ne sont abordées que par les gens dont le point de vue est critique, à divers degrés.

Quel est votre point de vue personnel sur le nucléaire ?

Je refuse le clivage « pour » ou « contre », qui est dépassé, puisque nous sommes dans le « fait nucléaire ». C'est une responsabilité partagée par l'ensemble des citoyens, par l'Etat. Là où l'on peut agir, c'est sur les choix énergétiques, qu'il est urgent de diversifier.

Je me sens particulièrement concernée par les risques de prolifération, car les frontières entre nucléaire civil et militaire sont moins nettes qu'on ne le dit. Je crois indispensable que les processus de décisions changent, et que le nucléaire cesse d'être placé au dessus de la démocratie.

Mes interrogations portent aussi sur la responsabilité de ma génération. En effet, le nucléaire, dont l'impact irréversible se traduit en coûts énormes pour démanteler les vieilles centrales et gérer les déchets, reporte une grande partie de nos responsabilités sur les générations futures. C'est un héritage sans précédent que l'industrie fabrique avec notre assentiment tacite depuis 40 ans. Cet héritage me pose problème.

Comment pensez-vous que le film sera reçu dans la région ?

Je doute qu'il soit bien accueilli. Les choses ont peu évolué depuis 20 ans, depuis que Françoise Zonabend a écrit son livre extraordinaire, « La Presqu'île au nucléaire », un livre qui analyse le tabou dans la région, le déni de la peur. Le livre a suscité des réactions violentes, ainsi que le film qui en a été tiré, alors qu'il était plein de sensibilité et modéré.

Les études indépendantes, comme celles du Professeur Viel sur l'excès de leucémies constaté chez les enfants, ont créé de violentes polémiques en 1997, et elles durent encore à la Hague. Pourtant, ses résultats étaient incontestables. Seules les interprétations pouvaient diverger.

Plus récemment, Thalassa a été violemment accusée par la presse locale de chercher à faire fuir les touristes, pour avoir abordé la question de la pollution et des risques nucléaires dans le Nord-Cotentin.

Mais j'espère qu'au-delà des réactions immédiates, le film participera à la relance d'un débat qu'on ne peut continuer à écarter, ni sur le plan local, ni sur le plan national.

EXTRAITS

DANIEL ROUPSARD, maire de Bretteville sur Saire

Enfin, la commune, mais attendez pas que la commune, je veux dire la région, on ne pense pas du tout qu'il y a une usine à 30 ou 40 km. On ne considère pas que c'est à haut risque, c'est pas vrai!

SOPHIE JOLY, gérante du camping municipal de Bretteville

La majeure partie des gens de la région ne s'inquiète pas et, je dirais que quand on dit de quelqu'un qu'il travaille à la Cogema on est fier de lui parce qu'on sait que c'est une bonne place et... je veux dire c'est comme à l'Arsenal, c'est des grosses sociétés. Franchement, on ne se pose pas la question...

YANNICK ROUSSELET, responsable de la campagne énergie GREENPEACE

Avec le nucléaire, il y a quelque chose probablement, c'est le fait que cette radioactivité, elle n'est pas visible. Elle n'a pas d'odeur, elle n'est pas palpable. Si ce qui sortait par le tuyau de La Hague était noir, si c'était du pétrole, il y en aurait plein les plages et tout le monde dirait: «C'est un scandale.» De fait, il y en a plein les plages, mais ça ne se voit pas. Donc, à partir de là, c'est beaucoup plus diffus. Et je pense que le fait que ça ne soit pas palpable crée aussi toute cette difficulté d'appréhender le problème. Parce que le risque, on aime bien le mesurer, on aime bien l'évaluer soi-même. Et là, la difficulté, c'est qu'on est obligé de se faire sa propre idée sur le risque en fonction des données qui vont être livrées par l'industrie, par les gens critiques, par les laboratoires etc. A partir de là c'est beaucoup plus difficile, sur le thème du nucléaire, d'arriver à se faire sa propre idée.

COLLÉGIEN de Caen (collège Villey Desmeseret)

Pourquoi on accepte des déchets de l'étranger, des déchets nucléaires, alors que nous déjà nos déchets, on ne sait pas trop bien quoi en faire ?

DAVID BOILLEY, physicien, président de l'ACRO

Alors les déchets qui sont envoyés par les pays étrangers, c'est ce qui sort des réacteurs. Donc l'uranium quand il va dans une centrale nucléaire, on le brûle, il fait des déchets. Il y a une partie qui se transforme en plutonium, qu'on pourrait réutiliser, et à la fin il reste à peu près 96% de l'uranium, dans le combustible, qui n'a pas été utilisé. Donc il reste encore plein d'uranium à l'intérieur. Il y a certains pays qui s'arrêtent là, parce que l'uranium ne coûtait pas cher, et que l'usine de retraitement, c'est une usine dangereuse et polluante, et en plus qui intéresse les militaires et qui pose des problèmes de prolifération. Si l'Iran voulait faire ça, tout le monde lui interdirait, si l'Iran voulait retraiter... Et nous on a le droit. L'Iran n'aurait pas le droit ou la Corée du Nord n'aurait pas le droit. Donc il y a tous ces problèmes-là et certains pays ont décidé de ne pas retraiter... même les Etats-Unis ne retraitent pas leur combustible - l'autre grand pays nucléaire - eux ne retraitent plus, ils ont arrêté...



Question à **CHRISTOPHE NEUGNOT**, directeur communication AREVA NC:
Vos colis de déchets vitrifiés vont être dangereux combien de temps?

Réponse :

Ils vont être radioactifs, je dirais, plusieurs milliers d'années, c'est clair. Par contre, je dirais, la garantie qu'on a donnée, c'est de dire: «Avec cette vitrification, l'eau ne sortira... ne pourra pas, je dirais, attraper la radioactivité et l'emmener dans l'environnement pendant plus de plusieurs dizaines, voire des centaines de milliers d'années.»

C'est-à-dire, nous, on donne une garantie. Voilà. On a bloqué la radioactivité pendant plus de cent mille ans. Elle est bloquée. Elle ne peut pas sortir.

Question à **MICHEL LAURENT**, maire de Beaumont-Hague, vice président du Conseil Général de la Manche:
C'est pas un problème pour vous cette mono-industrie ?

Réponse :

Si, une mono-industrie n'est jamais bien bonne, dans n'importe quel secteur. Effectivement, il ne faudrait pas qu'un jour il y ait une décision politique de dire « on arrête le retraitement ». Là effectivement les conséquences seraient, à mon avis, de nous rendre quelque peu sinistrés vis-à-vis des moyens qu'on a aujourd'hui.

Effectivement la mono-industrie est toujours quelque chose de risqué pour les générations qui suivront.

JACQUES HAMELIN, maire de Digulleville

Je peux vous dire que en additionnant l'entreprise Areva, l'Andra et les grosses entreprises qui sont aussi implantées sur la zone industrielle, ça représente 95% du revenu de la commune.

YVES-MARIE BONNISSANT, maire de Gréville-Hague

Les bienfaits, entre guillemets, de cet apport, de cette manne économique ont fait qu'on ne s'est pas trop occupé du reste. Faut quand même reconnaître que ça a apporté un tel apport en terme social... économique mais social... les gens ont besoin de travailler... alors, à l'évidence, on ne s'est pas trop soucié du reste à cette époque-là.

JEAN GUERIN, marin

J'estimais que le Cotentin avait déjà assez donné, donc le fait d'avoir à nouveau l'EPR, avec les couloirs de ligne et tout ça en plus, c'est peut-être un peu charger la mule, quoi...

Moi, le critère que je retiens pour toute cette industrie, c'est le critère de l'irréversibilité quoi et ça... c'est la seule chose qui me gêne. C'est irréversible.



PIERRE BARBEY, conseiller scientifique à l'ACRO

On est partis dans une logique où on relance une machine et où des masses financières considérables – qu'on a du mal à imaginer – vont être englouties là-dedans. Or la question de fond qu'on pose et qui est posée par le Grenelle, c'est d'avoir aujourd'hui un changement complet sur le plan de la politique énergétique. Avec à la fois une politique très forte, et qui est très créatrice d'emplois, il faut le souligner, en matière d'économies d'énergie, en matière d'efficacité énergétique, ça, c'est le deuxième point important, et, troisièmement, en matière d'alternatives énergétiques et d'énergies renouvelables non polluantes. Donc, il faut faire un choix. Si on met et si on continue à mettre - parce que la France est le pays le plus nucléarisé - si on relance la machine pour continuer dans ce sens-là, il faut être honnête, ça veut dire que le reste, on ne le fera pas.



COLLÉGIEN de Caen (collège Villey Desmeseret)

Qu'est-ce qui pourrait déclencher un accident nucléaire ?

DAVID BOILLEY, physicien, président de l'ACRO

Un accident c'est quelque chose qu'on n'a pas prévu, parce que si on l'avait prévu, il y aurait une parade.

Donc, qu'est-ce qui va déclencher l'accident nucléaire ? Quelque chose qu'on n'avait pas prévu, auquel on n'avait pas pensé, d'accord ? Et donc du coup, je ne peux pas te répondre, par principe. Parce que si on savait, il y aurait quelque chose. En France, la plus grosse frayeur, dans une centrale nucléaire, je pense que c'était en 1999, pendant la grande tempête.

.../...

Donc il y a eu la tempête et les grandes marées en même temps, et la centrale du Blayais, qui est au bord de la Gironde, a été inondée. Donc la centrale nucléaire a été inondée et les secours ne pouvaient pas avancer parce qu'il y avait des arbres sur la route... ../...

Et donc là, on a frôlé... et les gens d'EDF, les ouvriers, ont très bien réagi et ils ont évité la catastrophe. Heureusement qu'il y a eu un personnel sur place qui était compétent et bien qualifié. Mais c'est là où on a eu le plus peur, au Blayais. Et donc, c'était une coordination grande tempête, grandes marées exceptionnelle. La plus grande tempête du siècle qui tombe pendant les grandes marées, avec une inondation de la centrale, des routes d'accès coupées. Enfin, tu vois, c'est un ensemble de facteurs qui n'étaient pas prévus.



YANNICK ROUSSELET

Finalement, le retraitement.../... on a continué comme ça avant tout pourquoi ? Parce que c'était la solution politique pour faire croire aux gens qu'on avait une solution pour les déchets nucléaires. Et là, j'en veux pour preuve l'Allemagne, où là ça a été exemplaire, puisque tout le temps que les déchets allemands sont venus à la Hague, finalement il y avait des centrales nucléaires qui continuaient de se développer en Allemagne, et puis le jour où on a parlé de retour d'une partie des déchets qui étaient ici vis-à-vis de l'Allemagne, le débat s'est lancé, et en fait la grande décision de l'arrêt du nucléaire en Allemagne a été poussée avant



tout par ce gros débat sur Gorleben, le centre de stockage, où on a vu ces dizaines de milliers de personnes sur les voies ferrées. Clairement, ce qui a amené à sortir du nucléaire en Allemagne, c'est la problématique des déchets nucléaires. Et donc,... en fait, le retraitement, c'est une solution qui a permis de faire croire aux gens qu'on avait une solution pour la gestion des déchets nucléaires.

MONIQUE SENE, experte scientifique, présidente du GSIEN

Ca fait neuf mille colis vitrifiés, et puis vous en avez à côté six, sept mille qui sont des colis avec les coques et les embouts enfin des choses qui sont aussi radioactives. Ben, ça reste, oui ça s'accumule, c'est clair .../...

C'est vrai que si on les met en profondeur, ça mettra du temps pour remonter, mais alors, c'est encore plus méchant, parce que ça veut dire que la génération actuelle, il ne lui arrivera rien, celle d'après, on ne peut pas dire, mais ce qui est sûr c'est que ... pour l'avenir, on ne peut pas donner de réponse.

Et donc, c'est quelque chose en devenir qui peut vraiment être explosif par rapport à la race humaine... On va se trouver avec, les gens vont avoir des endroits, qu'ils ne connaîtront pas .../... parce que personne ne se souviendra de ce qu'on a mis dans les profondeurs.



LES PERSONNAGES DU FILM

LES ELUS

Michel Laurent

Maire de Beaumont-Hague
Vice-président du Conseil Général de la Manche
Ancien employé d'Areva-Cogema, préside l'ensemble des Commissions Locales d'Information de la Manche

Odile Thominet

Maire de Surtainville
Commune située à moins de 10km de la Centrale de Flamanville

Jacques Hamelin

Maire de Digulleville
Commune d'implantation de l'Andra, avec le Centre de Stockage de la Manche, et d'une partie du site d'Areva. Siège dans la CLI Andra.

Yves-Marie Bonnissent

Maire de Gréville-Hague
Commune située à 5 km à vol d'oiseau de l'usine AREVA

Daniel Rouspard

Maire de Bretteville-sur-Saire, filmé au camping municipal, avec la gérante du camping, madame Joly
Commune située à dix km de Cherbourg, et à une trentaine de km d'Areva

Jean-Paul Lecouvey

maire de Jobourg
Commune située à 2 km de l'usine Areva, filmé à la mairie lors de l'exercice de crise

LES EXPERTS et ENSEIGNANTS

ACRO

Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest
David Boilley - Président, physicien
Pierre Barbey, biologiste - Conseiller scientifique à l'ACRO
Antoine Bernollin - Responsable du laboratoire
Mylène Jousset - Physicienne

Les bénévoles de l'Antenne « Nord Cotentin »

André Guillemette, retraité
Pierre Paris, principal de collège
Caroline Thiébot, enseignante

Les collégiens et Claudie Saffon, professeur de SVT

Collège Villey Desmeserets à Caen

GREENPEACE

Yannick Rousselet - Chargé de campagne nucléaire
Nathalie Rousselet - Greenpeace Cherbourg

GSIEN

Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire)
Monique Sené
Physicienne, présidente
Christian Kernaonet
Ancien directeur exploitation de l'ANDRA

LES EXPLOITANTS

Usine Areva de La Hague

Denis Eudier

Directeur

Christophe Neugnot

Directeur de la communication

EDF-Flamanville

Philippe Leigné

Directeur du chantier EPR

ANDRA

Agence Nationale pour la Gestion des déchets radioactifs

Jean-Pierre Vervialle

Directeur du Centre de Stockage de la Manche

AUTRES PARTICIPANTS :

Jean Guérin, marin

Georgette Roulland et sa petite-fille, **Thiphaine Lemariey**

Dans leur mobile-home au camping de Bretteville sur Saire, et en conversation avec **Pierre Barbey**, à l'Acro.

Les témoins de l'exercice de crise à l'Hôtel de la Poste, à Beaumont-Hague

Hubert Renet, Serge Toupet, Jean-Claude Manent

NOTE SUR LE NORD COTENTIN NUCLÉAIRE

Au pays du nucléaire, en France, le Nord-Cotentin est roi.

La Manche concentre sur son territoire toutes les industries liées au nucléaire. Une manne financière considérable pour les collectivités locales (plus de la moitié des ressources du conseil général et jusqu'à 95% de celles de certaines petites communes), mais aussi une épée de Damoclès sur la région, dépendante de la mono-industrie, et soumise aux risques inhérents au nucléaire : accident, déchets radioactifs, stockage, pollution de l'environnement, risques sur la santé...

Dans la Manche, la présence du nucléaire s'est construite sur le socle de l'économie militaire développée pendant deux siècles par l'Arsenal de Cherbourg, où l'on continue à équiper les SLE (sous-marins lanceurs d'engins) de réacteurs nucléaires. La logique militaire s'est renforcée avec l'implantation d'une usine de retraitement de l'uranium, pour obtenir le plutonium nécessaire à la bombe atomique française, sous l'égide du CEA, le Commissariat à l'Energie Atomique.

La centrale de Flamanville (CNPE) qui dispose de deux réacteurs nucléaires à eau pressurisée, est construite au bord d'une falaise, sur d'anciennes mines de fer. Elle produit 4 % de l'électricité nationale. C'est aussi à Flamanville qu'est lancé en 2007 le chantier du premier réacteur l'EPR en France confié à EDF, dont le budget dépasse les quatre milliards d'Euros.

Mais le Nord-Cotentin, c'est surtout l'usine AREVA, la plus grande usine de retraitement des combustibles usagés au monde, vers où convergent l'ensemble des combustibles irradiés des centrales EDF, pour y être retraités. Alors que de nombreux pays ont décidé d'abandonner le retraitement, jugé trop risqué, la France en a fait une obligation. EDF doit fournir chaque année 950 tonnes de combustible à retraiter à l'usine AREVA de La Hague. Mais cela ne suffit pas à rentabiliser l'usine, qui doit trouver des clients étrangers pour remplir l'objectif de 1500 tonnes par an qu'elle s'est fixée.

Une fois retraités, les combustibles « recyclables » ainsi que les déchets les moins dangereux quittent La Hague en camion. Mais les déchets nucléaires français dit de « haute activité à vie longue » (HAVL) restent sur place, sous forme de colis vitrifiés. Ces déchets représentent 10% du volume, mais plus de 90% de la radioactivité. Ils sont « entreposés » depuis des dizaines d'années, et continueront à s'accumuler en attendant la mise en œuvre d'une solution de stockage qui n'existe pas pour l'instant.

Enfin, c'est à Digulleville, juste à côté de l'usine AREVA de La Hague qu'est situé le « Centre de stockage de la Manche », où sont stockés en surface les déchets radioactifs de faible et moyenne activité. Il est géré par l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA), directement rattachée à l'Etat. Fermé suite à sa saturation en 1994, il est désormais protégé par une couverture, dont l'étanchéité doit être surveillée constamment, pour empêcher l'eau de disséminer la radioactivité dans l'environnement.

Toutes ces industries sont contrôlées par l'Etat, qui reste via le CEA le principal actionnaire d'Areva (92 % actuellement), d'EDF (87%).

LES SITES DE REFERENCE

Conseil Général de la Manche

<http://cg50.fr/>

LES CLIS commissions locales d'information à proximité des sites nucléaires, ont une association nationale, l'ANCLI

<http://www.ancli.fr/>

AUTORITES DE CONTROLE

ASN Autorité de sûreté nucléaire, est une autorité administrative indépendante est chargée de contrôler les activités nucléaires civiles en France.

www.asn.fr

IRSN Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire

<http://www.irsn.org/>

ASSOCIATIONS

L'ACRO (Association pour le contrôle de la radioactivité de l'Ouest)

L'ACRO est une association créée à la suite de la catastrophe de Tchernobyl pour permettre au citoyen de s'approprier la surveillance de son environnement. Dotée d'un laboratoire financé par le soutien des adhérents et la vente d'analyses, l'ACRO effectue des mesures indépendantes et siège dans de nombreuses commissions officielles.

<http://www.acro.eu.org/>

GSIEN Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.

<http://resosol.org/Gazette/GSIEN.html>

GREENPEACE

<http://www.greenpeace.org/france/groupes-locaux/cherbourg/accueil>

Réseau SORTIR DU NUCLEAIRE

<http://www.sortirdunucleaire.org/>

SITE INDUSTRIE

CEA Commissariat à l'énergie atomique

www.cea.fr

EDF

www.edf.fr

AREVA LA HAGUE

www.lahague.areva-nc.fr/

ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

www.andra.fr

Centre de stockage de la Manche

<http://www.andra.fr/andra-manche>

LA REALISATRICE

Esther Hoffenberg

Débute avec la réalisation d'un long-métrage documentaire en 1980 : Comme si c'était hier, co-réalisé avec Myriam Abramowicz, en Belgique. De retour en France, produit des émissions pour les « nuits magnétiques » de France-Culture, et distribue des films, notamment pour l'Office National du film du Canada. Crée la société de production et de distribution LAPSUS en 1989, et produit une soixantaine de films, dont de nombreux « grand formats » tels que « Charlotte, vie ou théâtre ? » de Richard Dindo, « la Raison du plus fort » de Patric Jean et « Nous les enfants du XXème siècle » de Vitali Kanevski, « la Devinière » de Benoît Dervaux. Au fil des ans, Lapsus développe la production de films d'auteurs sur la société, sur l'art et sur l'histoire, et aussi des collections: DESIGN, avec ARTE-France et le Centre Pompidou et ARTISTES, avec la Réunion des musées nationaux et France 5.

2005 marque le retour à la réalisation, avec Les deux vies d'Eva.

Filmographie :

COMME SI C'ETAIT HIER

Belgique 1980, 86 minutes, documentaire
co-réalisé avec Myriam Abramowicz
Red Ribbon Award à l'American Film Festival,
Festival de Nyon 1980, Flaherty Film Seminar 1980,
Toronto International Film Festival

LES DEUX VIES D'EVA

France 2005, 85 minutes
Produit par Les Films du Poisson, ARTE-France et Lapsus
Prix du Patrimoine au Cinéma du Réel 2005
Grand Prix des Escales documentaires de La Rochelle 2005
Sélection dans les festivals : VIENNALE, DOKFEST Leipzig,
Festival de Jerusalem, New York Jewish Film Festival, BAFICI Buenos Aires,
Santiago du Chili

DISCORAMA, signé Glaser

France 2007, 67 minutes
Production INA/ Lapsus, avec la participation de France 3
Etoile de la Scam 2008
Situation de la création française, FIPA 2008
Docaviv (Israël)
Festival des Films du monde (Montréal)

AU PAYS DU NUCLEAIRE

France 2009, 74'
Produit par the factory
Avec la participation de France 2
et le soutien de la Région Basse-Normandie

Fiche Technique

Titre : Au pays du nucléaire
Écriture, réalisation et voix : Esther Hoffenberg
Image: Gertrude Baillot, Luc Verdier-Korbel
Son: Benjamin Bober, Cédric Deloche, Marie-Clotilde Chery
Montage: Françoise Bernard
Musique originale : Dario Rudy
Mixage : Charles Schlumberger
Étalonnage : Eric Salleron
Assistante réalisation : Delphine Moreau
Graphisme: Léo Verrier

Genre : Documentaire
Durée: 74 minutes
Support Masters: Béta Digitale 16/9 – HD CAM
Son : Stéréo
Format de tournage : HDV
Lieu de tournage : Région Basse-Normandie, avril 2008 à janvier 2009

PRODUCTION

the factory, Frank Eskenazi et Hortense Quitard
et **Lapsus**, Esther Hoffenberg et Laurence de Rosière

Avec la participation de France Télévisions – Pôle France 2
Unité documentaires : Dana Hastier
Conseillère de programmes : Danièle Benichou
Direction des documentaires et magazines : Patricia Boutinard Rouelle
Attachée de presse : Audrey Dauman

Avec le soutien à la production de la Région Basse-Normandie en collaboration avec la Maison de l'image Basse-Normandie
Produit avec le soutien de la PROCIREP – Société des Producteurs et de l'ANGOA et la participation du CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

DISTRIBUTION INTERNATIONALE :
Doc&film Daniela Elstner, www.docandfilm.com

Environnement Le démantèlement des installations atomiques, civiles et militaires, en fin de vie s'industrialise

1 000 milliards de dollars pour traiter l'héritage nucléaire

AVIGNON
ENVOYÉ SPÉCIAL

Mille milliards de dollars. Telle est la somme faramineuse nécessaire pour démanteler les centaines d'installations radioactives en fin de vie que soixante ans d'activité nucléaire ont disséminées sur la planète. « En 2004, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a estimé qu'il faudrait mille milliards de dollars pour décontaminer tous ces sites, dit Michele Laraia, chargé du dossier à l'Agence. Depuis, le chiffre a augmenté, avec l'inflation. »

Ce montant concerne pour moitié les installations liées au nucléaire militaire. Reste environ 500 milliards qu'il faudra trouver pour nettoyer les laboratoires de recherche et les quelque 440 réacteurs producteurs d'électricité qui fermeront d'ici à environ trente ans. « Si le problème est envisagé dès le démarrage de l'installation, et que de l'argent est régulièrement mis de côté, ce n'est pas une grosse difficulté, poursuit M. Laraia. Mais si rien n'est prêt au moment de l'arrêt, le coût sera très élevé. »

Cet impératif est intégré par la communauté nucléaire, réunie jusqu'au 2 octobre à Avignon, pour un colloque consacré au démantèlement qui a lieu, tous les cinq ans, sous les auspices de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN). « Pour maintenir l'option nucléaire ouverte, il faut montrer qu'on sait démanteler », résume Serge Klaeyle, d'EDF.

À Avignon, les spécialistes ont constaté la normalisation de leur activité. « On est sorti de la phase d'apprentissage, observe Catherine Lecomte, directrice de l'assainissement au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Les premières installations qu'on a démantelées ont été les plus délicates, mais nous sommes maintenant parvenus à une phase industrielle. » Claudio Pescatore, de l'Agence de l'éner-



Il faudra une trentaine d'années pour assainir le site de l'usine d'extraction du plutonium n°1 de Marcoule (Gard). PATRICK DUMAS/CEA

gie nucléaire de l'OCDE confirme : « Le démantèlement est devenu une activité industrielle, représentant un chiffre d'affaires, en augmentation régulière, de 5 à 6 milliards de dollars par an. »

Mais si les techniques commencent à être bien maîtrisées, que les procédures et les méthodes sont bien établies, l'expérience est encore limitée, notamment sur les réacteurs de production d'électricité. Seuls une dizaine dans le monde ont été totalement démantelés – c'est-à-dire que les sites ont été rendus à un autre usage sans la moindre trace de radioactivité arti-

ficielle. Si bien que le coût réel de cette déconstruction n'est pas établi avec certitude. Les estimations varient de 500 à 800 millions de dollars par réacteur. « On n'est jamais assez prudents, remarque Georges Leka, de Areva TA. Les estimations initiales sont toujours revues à la hausse, jamais à la baisse. Car les exigences sont constamment renforcées. »

Les évaluations sont difficiles parce que les règles comptables ne sont pas harmonisées, que les situations varient beaucoup d'un site à l'autre, que les stratégies sont différentes : certains choisissent d'en-

gager le démantèlement dès l'arrêt de l'installation, comme en France ou aux États-Unis, d'autres de repousser le problème à vingt-cinq ans, comme l'Espagne ou le Royaume-Uni avec ses réacteurs Magnox.

La question du système de financement est dès lors cruciale. « Il faut s'assurer qu'il y aura des fonds quand le moment sera venu », résume Claudio Pescatore. Plusieurs formules sont possibles : en France, les opérateurs doivent constituer des fonds pour les opérations prévisibles (le CEA a provisionné 7 milliards d'euros, EDF 7,8 milliards, Areva 10 milliards).

La Suisse et la Suède privilégient un fonds géré par une autorité indépendante. Au Royaume-Uni, c'est de facto le gouvernement qui abonde une grande partie des dépenses annuelles. Mais ces réserves constitueront toujours une tentation, et d'autant plus que la situation économique se tendra : « Aux États-Unis, raconte le consultant Tom LaGuardia, les compagnies ont versé 22 milliards de dollars dans le fonds de gestion des déchets géré par le gouvernement. Mais le fonds ne contient plus que 6 milliards, le reste a disparu ! »

Parallèlement au problème économique, le démantèlement est aussi gêné par le fait que très rares sont les pays où existent des sites prêts à accueillir les rebuts radioactifs issus de la déconstruction. En France, faute de site existant pour les déchets à vie longue ou moyenne, EDF et le CEA en sont réduits à créer des sites temporaires (Iceda et Cedra).

Une solution consiste à allonger la durée de vie des réacteurs, jusqu'à soixante ans, comme aux États-Unis. Le problème ne sera plus à la charge de nos enfants, mais de nos petits-enfants... ■

HERVÉ KEMPF

A Brennilis, un chantier en souffrance ouvert en 1985

Brennilis, dans le Finistère, a vu fonctionner de 1967 à 1985 un réacteur à eau lourde de 70 mégawatts. Le démantèlement a commencé en 1985. Malgré quelques incidents, comme une remontée de nappe phréatique en 2000 et un incendie en 2001, et une opposition locale, le travail a bien avancé. Mais le Conseil d'Etat a annulé en juin 2007 le décret d'autorisation du démantèlement final. Le chantier est donc à l'arrêt. « Peut-être n'a-t-on pas fait assez de communication il y a trois ou quatre ans », dit EDF.

ÉNERGIE

Le chef de l'Etat a confirmé hier la construction d'un deuxième réacteur de type EPR dans l'Hexagone. Son implantation pourrait être décidée dès début 2009. A ses yeux, le nouveau contexte énergétique mondial offre à la filière nucléaire française une « opportunité exceptionnelle ».

Nicolas Sarkozy fait du nucléaire le socle de la politique industrielle française

La France comptera sans doute 60 réacteurs nucléaires en 2020. A l'occasion de sa visite au Creusot (Saône-et-Loire), Nicolas Sarkozy a confirmé hier la construction d'une deuxième tranche de type EPR sur le sol français. Elle viendra s'ajouter dans une dizaine d'années à celle qui se construit actuellement à Flamanville (Manche), et dont la mise en service est programmée pour 2012. Cette décision de principe doit maintenant être inscrite dans la Programmation pluriannuelle des investissements (PPI) de production électrique, qui sera soumise au Parlement avant la fin de l'année. Ce document précisera à quelle échéance devra être construit le futur réacteur. Pour sa part, le président de la République a évoqué hier un début des travaux dans le courant de l'année 2011, ce qui rendrait possible une mise en service aux environs de 2016 ou 2017.



Aditya Mittal (Arcelor/Mittal), Anne Lauvergeon (Areva) et Nicolas Sarkozy, hier au Creusot.

L'implantation de la future centrale, elle, pourrait être décidée dès le début 2009.

EDF a immédiatement fait savoir qu'il était disposé à accueillir le nouvel EPR. Alors qu'il ne voyait pas, jusqu'à présent, l'utilité

de construire un réacteur supplémentaire d'ici à 2020, l'électrification tricolore se dit désormais « prêt à s'engager » dans ce projet. Le groupe Suez, lui aussi, entend bien participer à cette aventure. A plusieurs reprises, le futur partenaire de Gaz de France a indiqué qu'il était prêt à investir dans le nucléaire... en particulier sur le territoire français. L'annonce d'hier lui ouvre de nouvelles perspectives. Mais il ne devrait pas prendre de décision à ce sujet avant l'an prochain.

Au-delà du deuxième EPR, c'est un véritable discours de politique énergétique qu'a prononcé hier le chef de l'Etat, à l'aube de ce qu'il appelle « une nouvelle révolution industrielle ». Face au pétrole

cher et pour lutter contre le réchauffement climatique, Nicolas Sarkozy ne voit pas « pour quelle raison il n'y aurait pas une formidable expansion du nucléaire dans le monde dans les années qui viennent ». Dans le nouveau contexte énergétique, la France occupe évidemment une place à part : « C'est le seul pays à avoir conçu un parc nucléaire aussi important et homogène, le seul grand pays à en tirer 77% de son électricité », observe le

chef de l'Etat. A ses yeux, la filière nucléaire tricolore a donc « une responsabilité particulière » et se voit offrir « une opportunité exceptionnelle ».

Désaveu écologiste

Saluée par la Bourse (le certificat d'investissement d'Areva a pris plus de 4% hier à Paris) et les traditionnels partisans du nucléaire, CGT en tête, la décision de construire un deuxième EPR est

en revanche vivement critiquée par les associations écologistes : pour Greenpeace, cette annonce « aberrante » et « stupide » sonne « en partie la mort du Grenelle de l'environnement », qui donnait « la priorité absolue aux économies d'énergie et au développement des (énergies) renouvelables ». L'association Sortir du nucléaire, quant à elle, appelle à manifester le 12 juillet contre ce projet.

PASCAL POGAM

Les Ardennes candidates à l'implantation du second EPR

Substitution. L'implantation du deuxième réacteur EPR sur le site nucléaire de Chooz B contre la disparition programmée du Centre d'entraînement commando de Givet (161 militaires et civils, 90 familles) : tel est le marché qu'entend proposer au gouvernement le département des Ardennes dans le cadre de

la réforme de la carte militaire. Six de ses élus l'ont écrit le 23 juin dernier au Premier ministre. Ils mettent en avant « la disponibilité du terrain, l'expérience ardennaise confirmée depuis l'implantation de Chooz A en 1967 » et la proximité des grands marchés domestiques et d'exportation. L'absence des Ardennes de la

liste des quatre sites pressentis pour accueillir le second réacteur EPR (« Les Echos » d'hier) ne démobilise pas les signataires, motivés par la perspective de plusieurs centaines d'emplois induits. Actuellement, la centrale de Chooz B (706 agents) injecte quelque 85 millions d'euros par an dans l'économie locale.

Quand Thalassa

Pernicieux Pernoud. Avec son air bon garçon, il vous torpille une

C'est simple: le Cotentin, dit Georges, c'est beau, y a des sentiers, la Hougue, des îles. C'est à voir. Bon, c'est vrai, derrière tout ça, y a « l'Usine ». On n'insiste pas, mais y a quand même un tuyau qui a fui, des intérêts, un rapport ancien sur les cancers, des homards phosphorescents le soir au fond des criques, et des maires qui bredouillent quand on les interviewe. Enfin... ce n'est pas le cœur du sujet.

Le vrai sujet, c'est vingt-quatre minutes sur les homards de Norvège devenus radioactifs à cause d'un complexe de retraitement de Grande-Bretagne, Sellafield, site

« connu pour ses rejets accidentels ou volontaires », souligne Thalassa. Bien que situé face à l'Irlande, le complexe nucléaire anglais envoie ses miasmes jusqu'en Norvège via le Gulf Stream. Du moins « envoyait » : les Norvégiens ont en fait cessé l'arrivée, non pas en supprimant le Gulf Stream, mais en faisant limiter les rejets. Quel rapport avec le Cotentin ? Aucun : après le sujet sur ces « tonnes et ces tonnes de produits anglais hautement radioactifs qui menacent la Norvège », Georges Pernoud n'a même plus parlé de la Hague. Où est le problème ?

« Une fois de plus, il nous a cassés »

Hier, les réactions à Thalassa étaient plutôt épidermiques: « Encore une fois, il nous a cassés juste avant la saison touristique ».

Celui qui disait ça avait encore dans les yeux les images d'un précédent reportage qui se terminait par un zoom sur le site de la Hague, dans un crépuscule bas de fin du monde, pour finir en gros plan sur les barbelés qui ceinturent l'usine...

Michel Laurent, conseiller général de Beaumont-Hague, n'est pas surpris des « attaques nucléaires » de Pernoud, qui ont lieu, selon l'habitude prise, à l'heure où les gens préparent leur destination de vacances. Ce que regrette l'élu aux premières loges de l'industrie nucléaire, c'est qu'on ait escamoté le fait que le nucléaire est une « industrie de pointe », qui a engendré toute une communauté de scientifiques d'une grande rigueur comme le sont tous les chercheurs, et qui ont mis leurs avancées dans le domaine de la sécurité et de la qualité au service d'autres industries. La communauté scientifique est sans cesse en veille, les analyses permanentes prouvent que « ni la santé publique ni l'environnement sont en péril ». C'est cet engagement scientifique dont on ne parle jamais qui fait le sérieux du nucléaire français.

Michel Laurent reproche surtout à Pernoud de faire « ramper les peurs », de donner à tout prix une image négative du nucléaire.

Thalassa déclarée « calamité départementale »

Comme on déclare un ouragan « calamité régionale » là où il passe, on devrait déclarer Thalassa « calamité départementale » pour la Manche. C'est du moins ce que propose Patrice Pillot, conseiller général de Bricquebec et président du Comité départemental du Tourisme qui, à la suite de l'émission,



Michel Laurent n'a pas dû garder son sourire en regardant l'émission...

sion, a laissé ce texte d'humour:

« Je viens de visionner l'émission "Thalassa" de vendredi soir, dit-il, diffusée de Barfleur au moment même où nous vivions des moments magiques de l'entrée du Marité dans le port de Saint-Vaast -la-Hougue. Une fois de plus Georges Pernoud n'a pu résister à la tentation de faire resnaître une polémique sur l'industrie nucléaire dont l'ensemble des acteurs de l'économie touristique se relevait difficilement après celle déclenchée autour de la conduite de l'anse des Moulins et du rapport du Docteur Viel. Dans une mise en scène savamment orchestrée avec musique d'ambiance et propos suspicieux propres à réveiller nos peurs refoulées de l'inconnu et de l'invisible, il distille le doute et, au passage, jette l'opprobre sur les élus, complices présumés du "Spectre" nucléaire, selon les insinuations diffusées. C'est à se demander si cette émission n'était pas un prétexte à faire frémir dans les chaumières nationales sur le compte de notre Cotentin et

de notre département en brandissant un épouvantail médiatique pour cause d'atmosphère ».

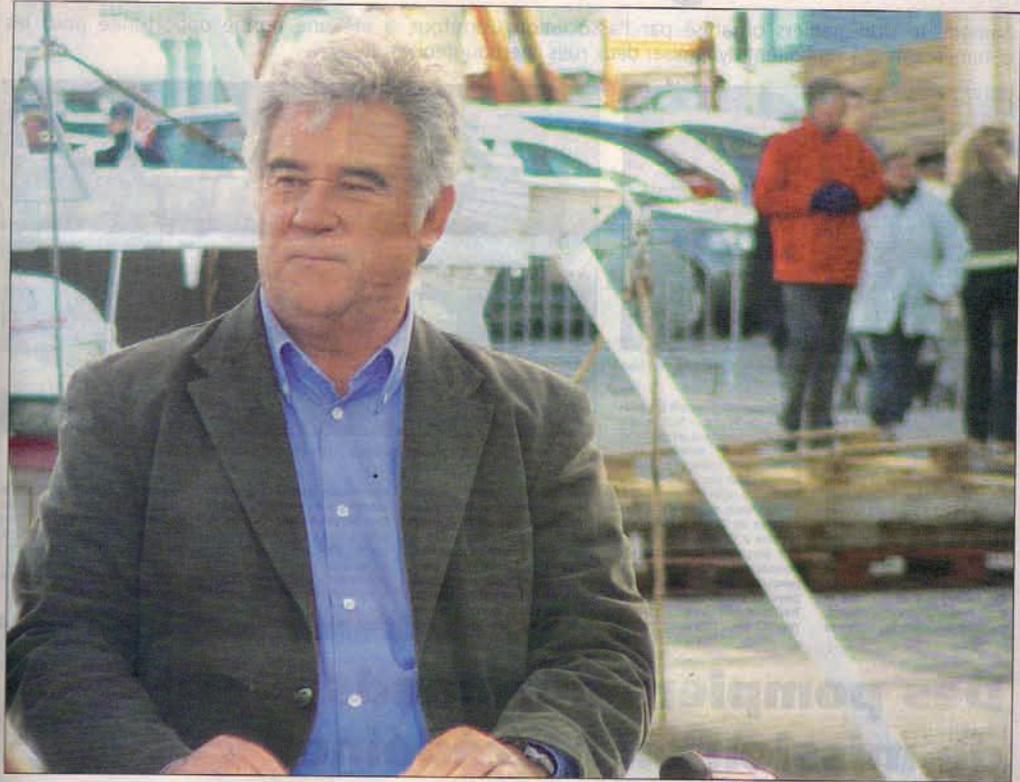
■ Réparer les dégâts

Le Président du Comité départemental du tourisme rappelle le risque qu'une telle émission fait peser le tourisme, dont « le chiffre d'affaire, dit-il, est équivalent au budget du département de la Manche et le nombre d'emplois générés est d'environ 10 000. L'ensemble des professionnels et des élus font des efforts importants pour développer ce secteur de l'économie créatrice d'emplois non délocalisables et dont les possibilités de développement sont encore très importantes. Par les temps qui courent, ce n'est pas négligeable ». Ainsi, pour lui, l'émission de vendredi, à l'instar des précédentes, « vient contrarier tout ce travail et ternir l'image de notre territoire. Il faudra, à n'en pas douter, consacrer beaucoup de moyens pour réparer les dégâts que cette diffusion aura engendré, bien au-delà de nos limites départementales. »

« Il ne s'agit pas d'être aveuglément confiant en l'industrie nucléaire, ajoute Patrice Pillot, mais des structures de contrôles, auxquelles participent des associations écologistes, sont mises en place et travaillent efficacement. Ce n'est pas toujours le cas dans d'autres bassins industriels. » Alors, conclut-il, laissons la parole à l'immense majorité des touristes qui viennent, « malgré tout », visiter notre département et repartent conquis par la beauté de notre patrimoine naturel, la qualité de l'accueil et la richesse de nos sites. Et ça, "Thalassa" ne l'a pas fait. »

« esquinte » le Cotentin...

région devant des millions de téléspectateurs. Ça vient de nous arriver vendredi soir. On explique :



Georges Pernoud, dans la bulle de son studio de plein air vendredi à Barfleur, semble prendre un malin plaisir à casser l'image du Cotentin...

C'est toute une région qui est blessée

Suite à l'émission de Georges Pernoud, diffusée vendredi soir sur France 3, vous êtes nombreux à être offusqués et en colère de voir la Hague salie de cette manière.

Lorsqu'un sentiment d'injustice et de révolte vous fait sortir hors de vos gongs, il n'est pas bon de garder cela au fond de soi. De rester dans la frustration. Alors, disons le tout net : Pernoud nous a faits très mal à nous tous. Pernoud nous a trompés. Pernoud nous a pris pour des gens à qui il est facile de faire prendre des vessies pour des lanternes. Or, si nous avons des défauts comme tout le monde, nous avons, aussi et surtout, des valeurs qui sont notre colonne vertébrale. Parmi elles : l'honnêteté. Ce mot n'est vraisem-

blablement pas dans le vocabulaire de Pernoud, lui qui use et abuse de l'art de la manipulation la plus perfide.

À titre d'exemple, c'est très fort de montrer un enfant déguiser une pince de crabe et d'y joindre ces mots empoisonnés de malveillance : « les crabes et les crustacés de la Hague continuent d'être radioactifs. » Cela ne s'appelle pas de la bêtise. Cela est odieux, car cela accuse les parents de laisser mourir leurs enfants impunément. Comment ne pas réagir ? Comment

ne pas être dégoûté par de tels procédés ?

■ Une confiance trahie

« Il aurait fallu apporter des plumes et du goudron et il serait reparti comme un bel aigle ! ». C'est honteux de montrer notre région de cette manière. « J'ai préféré éteindre, tellement j'étais hors de moi. » Voilà, ce sont là quelques remarques, peignées, de femmes et d'hommes qui ne demandent qu'à croire en la déontologie et au respect du présentateur. Or, il les a mépri-

sés. De la même manière, il a délibérément orienté le pseudo-reportage sur la Hague, sur le tuyau des Moulins. Et cette phrase terrible en parlant de l'usine de déchets nucléaires : « L'image de la Hague, c'est presque elle ! » Et cette autre encore, histoire de bien enfoncer le clou pour que cela saigne bien : « Mais sous l'eau, la guerre continue. » Non, décidément, tout cela n'est pas correct. Tout cela n'est pas acceptable. La Hague ne se résume pas à ces images qui portent un grand préjudice au

tourisme et aux habitants de la région. Cela, des tas et des tas de gens ont envie de le dire à Pernoud. Question : pourquoi tant de hargne envers la région ? Georges Pernoud a pourtant été chaque fois bien accueilli. Alors quoi ? Les gens de la région donnent difficilement leur confiance. Quand ils le font, c'est du solide. En revanche, lorsque cette confiance est trahie, c'est aussi pour de bon. Cette confiance, Pernoud ne l'a plus chez nous. Et cela fait du bien de faire passer le message !

Annie JEANNE

CONTACTS

Presse FRANCE 2

Audrey Dauman

01 56 22 46 95

audrey.dauman@francetv.fr

the factory

Frank Eskenazi

01 55 31 27 23

thefactory@noos.fr

Esther Hoffenberg

06 73 51 68 01

estherh@wanadoo.fr

www.estherhoffenberg.fr